

L'ÉDITO**par Martial DUMONT**

Balance ton report

Pas plus tard que le 7 février dernier, sur Twitter, le cdH expliquait être particulièrement fier que, grâce à lui, dès le 1^{er} janvier 2019, chaque enfant wallon donnerait droit à une allocation familiale de 155 euros majorée de 10 euros entre 18 et 24 ans.

Pendant des mois, voire des années, et jusqu'il y a quelques jours encore, la date du 1^{er} janvier 2019 avait été serinée, enfoncée dans le crâne des Wallons par le gouvernement, qu'il fût PS-cdH ou MR-cdH, d'ailleurs. Et même si une partie d'entre eux continuent à estimer qu'il existera une discrimination partielle entre les enfants nés dans l'ancien et dans le nouveau système, tout le monde finalement avait intégré la deadline.

Tout ça pour annoncer, 9 mois (!) avant terme que l'accouchement est reporté d'un an pour des raisons officiellement et essentiellement techniques. En soi, ce n'est qu'une demi-surprise. Mettre sur pied un tel chantier est un travail herculéen. Et Alda Greoli a raison quand elle explique qu'elle ne veut prendre aucun risque avec le moindre enfant.

Le problème c'est que jamais, jusqu'à aujourd'hui, la date du 1^{er} janvier 2019 n'avait été mise en cause. Pire, le discours était le suivant : on ne peut pas se permettre de reporter l'application et travailler sur plusieurs systèmes à la fois. Dès lors, on peut légitimement se demander s'il n'y a pas, derrière ce soudain report, d'autres raisons que des soucis de logiciels informatiques.

Comme, par exemple, le fait qu'à Bruxelles, le gouvernement n'est toujours pas parvenu à se mettre d'accord sur les modalités du nouveau système d'allocations familiales. Et que le report wallon pourrait donner du rabe pour négocier et obtenir un accord similaire. On peut aussi se demander si le but n'est finalement pas de postposer après les élections régionales les effets collatéraux de la réforme en Wallonie. Comme celui qui veut qu'un enfant unique « vaudra » moins dans l'ancien système et plus dans le nouveau (92 euros contre 155). À quelques mois d'une échéance électorale, il y a des risques que certains ne veulent peut-être pas prendre.